



*14 Bourgneuf Karrika 64100 Baiona/
14 Rue Bourgneuf 64100 Bayonne
Tel / Fax : 00 33 5 59 59 01 84
askatasuna.eh@free.fr*

COMME MIKEL IRIBARREN, DES MILLIERS DE BASQUES SONT VICTIMES D'AGRESSIONS POLICIÈRES, ET COMME TOUJOURS LES APPAREILS D'ÉTAT BÉNÉFICIENT D'UNE IMPUNITÉ TOTALE 14 ans sont passés depuis qu'il a été agressé, et la plainte n'est examinée que maintenant à Strasbourg

14 ans après qu'il ait été blessé, à Iruña, par une bombe fumigène qui lui avait été jetée directement, la Cour des Droits de l'Homme de Strasbourg a reçu la plainte du citoyen basque Mikel Iribarren. Iribarren a dénoncé la violation des droits prévus par le Traité de Rome, et sa plainte est fondée sur les graves blessures qui lui avaient été infligées. Il faut rappeler qu'en Espagne, ce cas avait été classé sans suite, car les responsables de la police avaient refusé d'identifier les auteurs des jets de balles en caoutchouc et de bombes fumigènes.

Comme Mikel Iribarren, des milliers de Basques sont victimes de ces agressions, et comme toujours les appareils d'État bénéficient d'une impunité totale, comme nous avons pu le constater dans les procès qui ont eu lieu jusqu'à maintenant, la plupart des plaintes étant classées sans suite.

Si nous sommes satisfaits que cette affaire arrive à la Cour de Strasbourg, nous ne pouvons que dénoncer le fait que Mikel soit obligé de s'adresser à un Tribunal de ce type, les États, dans leur travail de répression politique, protégeant les forces armées et policières qui sont sous leurs ordres. Nous voulons donc dénoncer cette situation, et demander à la Cour de Strasbourg de ne pas soutenir les États français et espagnol qui nient les droits civils et politiques des citoyens basques.

Si nous voulons résoudre le conflit politique que vit notre pays, nous ne pouvons pas accepter le soutien et l'impunité qui sont offerts aux agresseurs. Nous exigeons donc le départ des forces d'occupation françaises et espagnoles qui ont provoqué tant de souffrance à notre peuple.

Pour Euskal Herria et les citoyens basques, la présence de ces forces tant françaises qu'espagnoles est étroitement liée à l'oppression et à la répression.

Si elles sont en Euskal Herria, c'est pour imposer un projet politique précis: nier l'identité d'Euskal Herria, pour garantir le fait que ce peuple soit français et espagnol et pour assurer le maintien de cette imposition.

Pour remplir leur fonction, elles utilisent les instruments qu'ont employés et qu'emploient encore toutes les forces d'occupation à travers le monde: la répression, la participation directe à la guerre sale, les assassinats, la torture (en torturant des milliers de personnes), les tabassages, le développement du contrôle social et

politique; tout cela provoquant la peur, avec leur présence et leurs interventions permanentes, ou leurs menaces d'interventions directes.

En ce moment aussi elles continuent de jouer le rôle qu'historiquement elles ont toujours tenu: des milliers de policiers, gardes civils, militaires armés jusqu'aux dents, influençant la vie politique, conditionnant le débat politique, conditionnant directement le débat démocratique par leurs interventions et menaces incessantes).

Elles représentent un facteur conditionnant, c'est ainsi que nous les situons et ce cela que nous dénonçons. Aujourd'hui et en envisageant le futur, si un processus de résolution du conflit est ouvert, leur départ devra en être le sujet principal.

Certains disent que la violence doit disparaître. Certains continuent d'identifier la violence à ETA. Ces forces armées ont pourtant précédé la violence d'ETA! Depuis quand sont-elles présentes dans notre pays? Elles ne sont pas ici parce qu'il y a ETA, mais pour protéger le projet de l'Espagne et de la France. Nous ne les avons pas choisies. Elles nous sont imposées.

Les blessures laissées par la répression sont là. Les États ont agi en totale impunité jusqu'à aujourd'hui, et continuent de le faire.

Euskal Herria, 14 octobre 2005